

Le big bang des institutions culturelles

■ Elke Sleurs va rouvrir le musée d'Art moderne dans ses anciens bâtiments.

Elke Sleurs, secrétaire d'Etat N-VA à la Politique scientifique, a expliqué vendredi pour la première fois sa politique. Elle est en charge des dix établissements scientifiques fédéraux, les ESF: les musées des Beaux-Arts, Tervuren, Sciences naturelles, Cinquantenaire, Irpa et la Bibliothèque royale, Archives, IRM, Observatoire, IAS. Elle a profité pour cela de la remise du rapport Els Witte (professeur à la VUB) sur les ESF.

Dans la longue polémique sur l'avenir du musée d'Art moderne, fermé depuis près de cinq ans, Elke Sleurs a été très claire. Pas question de replacer ces collections d'Art moderne dans l'ex-garage Citroën acquis par la Région bruxelloise et qui n'est, dit-elle, *"absolument pas adéquat pour un musée, m'ont dit les bouwmeesters et les experts. Un garage n'est pas un musée"*.

Pas question non plus, comme le prévoyait le précédent gouvernement, de les placer dans les ex-magasins Vanderborgh que la Ville de Bruxelles va d'ailleurs revendre. Plus question non plus, de les replacer dans le nouveau musée Fin de

siècle, comme elle l'avait elle-même évoqué.

Elle veut, dit-elle, rouvrir le musée d'Art moderne dans 3 000m², actuellement inoccupés. Ce sont des bâtiments de la rue de la Régence qui seront rénovés par la Régie des bâtiments. Il semble que cela suffise et ne nuirait pas aux projets des départements d'Art ancien du musée. De manière ironique, Elke Sleurs souligne qu'elle, pourtant N-VA, se bat pour garder au fédéral, les collections!

Faire comme Bozar

Plus généralement, Elke Sleurs veut autonomiser chaque institution, soit le total contraire de la politique du gouvernement précédent et de Philippe Mettens, le chef de l'administration de la Politique scientifique évincé par Elke Sleurs, qui voulait les centraliser.

Suivant l'exemple de Bozar, qui a le statut d'une société anonyme de droit public à finalité sociale, elle veut donner à chacune la personnalité juridique et les regrouper ensuite en "clusters" (groupes d'institutions mais sans expliquer encore quels seront ces "clusters"). Il y aura un conseil d'administration autonome par "cluster" qui négociera un contrat de gestion spécifique avec l'Etat. Ces CA seraient ouverts à d'autres partenaires, comme les Régions et Communautés.

Cogestion dans le futur ?

Elke Sleurs a aussi évoqué

l'avenir institutionnel de ces ESF. Elle veut les maintenir sous cette législature, dans le statut fédéral actuel.

Même si, dit-elle, elles possèdent un know-how qui n'est que partiellement utilisé, faute d'accord plus étroit avec les Communautés. Mais pour la prochaine législature, elle, et donc la N-VA, ne ferme aucune porte.

Elle réfute qu'il y aurait un danger de diviser les collections des musées entre les Communautés comme cela s'est passé avec la bibliothèque de l'UCL en 1968. Les collections resteront bien entières. Mais, dit-elle, ces institutions fédérales pourraient à l'avenir, être directement cogérées par les entités fédérées (ce que celles-ci refusent nettement).

Notons enfin que le rapport Els Witte, commandé par les Académies flamandes et non par Elke Sleurs, fait un résumé du débat sur les ESF en étant particulièrement assassin envers Michel Draguet, le directeur du musée des Beaux-Arts, citant surtout, à charge, les attaques venues de la N-VA contre lui. Els Witte évoque d'ailleurs, à demi-mot, le vrai feuilleton qui oppose dans ces dossiers la Région bruxelloise et le PS au fédéral et à la N-VA.

Guy Duplat